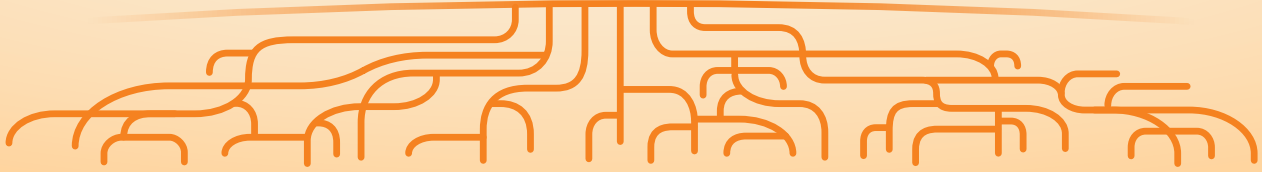


#CohesionAlliance

POUR UNE POLITIQUE DE COHÉSION FORTE DE L'UE



Appel conjoint

Une politique de cohésion post 2027 renouvelée pour ne laisser personne sur le bord du chemin

Nous, élu-e-s de régions et de villes de toute l'Europe, demandons aux institutions européennes et aux gouvernements des Etats membres de mettre le renforcement de la cohésion sociale, économique et territoriale au cœur de l'agenda politique de l'UE qu'ils élaborent pour les prochaines années.

Nous partageons les mêmes objectifs : garantir durablement prospérité et bien-être pour toutes et tous dans une société de plus en plus numérisée ; atteindre la neutralité climatique et préserver la biodiversité ; et affronter les conséquences liées aux changements démographiques. Pour mener à bien cette transformation profonde de nos sociétés, nous avons besoin de leadership politique et d'une vision partagée—entre et avec—tous les niveaux de décision. Le pacte vert européen et la stratégie numérique européenne resteront les deux axes stratégiques majeurs de l'Union. Toutefois, leur conception et leur mise en œuvre nécessitent de mieux prendre en compte les réalités territoriales. Les collectivités territoriales sont responsables de près de la moitié des investissements publics dans les États membres de l'Union. Elles sont en première ligne, au jour le jour, pour mener à bien la bataille de la transition écologique et numérique : leur rôle est essentiel pour la gagner.

La politique de cohésion est le ciment de l'Europe ; elle permet la mobilisation et la participation de chacune et chacun dans des projets qui visent à améliorer la qualité de la vie, en ne laissant personne de côté, quel que soit ses origines ou l'endroit où il-elle vit. Nous sommes convaincu-e-s de son indispensable valeur ajoutée, y compris dans sa capacité à prévenir les risques grandissants de fracture territoriale et sociale, non seulement entre les États membres, mais aussi au sein même des Etats membres.

Nous exigeons donc, que la politique de cohésion reste le pilier fondamental du modèle de développement de l'Union Européenne, qu'elle demeure, dans le cadre financier pluriannuel post-2027, l'élément central d'une politique d'investissement européenne, décentralisée et de long terme. La politique de cohésion devra néanmoins être suffisamment agile pour faire face à des événements imprévus.

Pour répondre aux défis actuels et futurs, nous plaidons en faveur d'une politique de cohésion post-2027 renouvelée et fondée sur les principes suivants :

- 1) Une politique accessible à tous les territoires. Chaque "territoire compte", qu'il se situe dans un pays riche ou pauvre.**
Cela constitue une condition sine qua non pour garantir un bon fonctionnement du marché unique au service de tous les Européens. Pour renforcer son leadership mondial et sa compétitivité, l'Europe doit rester unie. La politique de cohésion devrait être la principale politique européenne de soutien aux investissements publics locaux qui servent l'intérêt général et qui prennent en compte la fourniture de services publics locaux et régionaux efficaces et efficients.
- 2) Une politique qui contribue à ancrer la cohésion sociale, économique et territoriale au cœur de la nouvelle politique industrielle verte et l'autonomie stratégique de l'UE.** Plus que jamais, l'Union doit s'attaquer au piège du développement dans lequel sont tombés de nombreux territoires européens et ce, aux quatre coins de l'Union. La politique de cohésion devrait être réformée pour devenir un puissant levier qui permette à chaque territoire de l'Union d'exprimer son potentiel économique et pour soutenir des stratégies d'innovation territoriale dans le sens le plus large du terme.

- 3) **Une politique dont la «transition juste» sera l'objectif primordial : la transition vers la neutralité climatique aura un impact dans chacun de nos territoires, quelles que soient leurs caractéristiques. Si elle n'est pas conduite correctement, cette transformation engendrera de nouvelles fractures sociales et territoriales.** Toutes les régions ont leurs propres atouts, chacune dispose d'un potentiel unique, toutes n'ont cependant pas les mêmes capacités administratives pour mener à bien cette transformation. Certaines sont plus vulnérables que d'autres. Nous devons accorder une attention toute particulière aux régions fortement dépendantes des industries à forte intensité énergétique, tout en gardant à l'esprit que toute activité industrielle laisse une empreinte sur l'environnement. Nous plaidons pour une politique de cohésion post-2027 renouvelée, qui permette à toutes les régions de développer des solutions spécifiquement adaptées à leur réalité et fondées sur les principes de la «transition juste», où qu'elles soient situées.
- 4) **Une politique qui se construit sur la base de solutions développées dans les territoires : la diversité des territoires de l'Union est un atout.** Qu'il s'agisse de zones à faible densité de population, de zones souffrant de handicaps graves—permanents ou naturels—, de villes ou de métropoles, de territoires ruraux ou de zones insulaires, côtières, transfrontalières, montagneuses, périphériques, tous les territoires de l'Union sont confrontés aux défis de la double transition écologique et numérique et de l'évolution démographique. Une solution unique applicable à tous n'existe pas. Il est nécessaire que la politique de cohésion soit suffisamment flexible pour permettre aux territoires de déployer des stratégies adaptées à leur contexte local particulier tout en réalisant les objectifs politiques généraux de l'Union, et ce, dans un cadre qui demeure stable et prévisible. Les instruments territoriaux, tels que le développement local mené par les acteurs locaux (DLAL) et l'investissement territorial intégré (ITI), sont des outils indispensables au service de démarches inclusives, ancrées dans les territoires.
- 5) **Une politique qui s'appuie sur ses principes fondamentaux : gestion partagée, partenariat renforcé avec toutes les composantes de la société, gouvernance multiniveau fondée sur un véritable dialogue entre les autorités locales, régionales, nationales et de l'UE.** Nous demandons de dépasser l'actuelle fragmentation des fonds de la politique de cohésion et de concevoir un cadre commun, à la fois robuste et fondé sur les synergies et complémentarités entre les fonds en gestion partagée.
- 6) **Une politique qui favorise une nouvelle culture fondée sur la confiance entre les différents niveaux de décision dans l'Union.** Cela donnerait de l'Union européenne une image plus positive. La Commission devrait lancer une vaste consultation pour évaluer l'ensemble des mesures de simplification adoptées depuis les années 1990, y compris en comparaisons d'autres programmes de l'Union. La politique de cohésion devrait être évaluée en fonction de son impact réel sur la vie des gens, plutôt qu'en fonction du rythme de déboursement des fonds.
- 7) **Une politique qui renforce la coopération territoriale et soutient l'innovation territoriale et la démocratie.** La politique de cohésion s'est révélée extrêmement utile pour soutenir la coopération transfrontalière, interrégionale et transnationale et les stratégies macro régionales. Toutes ces initiatives apportent des améliorations concrètes dans la vie quotidienne des populations. Les partenariats pour l'innovation régionale et les stratégies de spécialisation intelligente offrent des opportunités pour développer des stratégies locales de transformation socio-économique dans un cadre inclusif.
- 8) **«Ne pas nuire à la cohésion» : chacune des politiques de l'UE doit participer au renforcement de la cohésion économique, sociale et territoriale.** Les institutions européennes devraient veiller à ce que, de leur élaboration à leur mise en œuvre, tous les programmes et toutes les politiques européennes soient cohérents et intègrent la prise en compte de leur impact potentiellement différencié sur les territoires, sans pour autant alourdir les charges administratives.

Nous invitons toutes et tous, les syndicats, les entreprises, les organisations non gouvernementales et les organisations de la société civile à nous rejoindre pour œuvrer à une Europe juste qui ne laisse personne de côté.

Pour signer l'Appel

